

À quand un César pour un tueur en série noir, homosexuel et drogué ?



Ludovic Maubreuil : « La 45^{ème} cérémonie des César a apporté son lot de gamineries vociférantes, teintées d'air du temps. Elle a été marquée par la médiocrité et les vociférations. Mais aussi par la bassesse. Désormais, dans le sens du vent anti-Blancs, on fait des listes, on comptabilise ceux (les Blancs) qui sont en trop, et ceux (les Noirs) qui ne sont pas assez, le tout sur des critères ethniques parfaitement assumés !

Ce n'est pas parce que les égéries du néo-féminisme punitif sont stupides, hargneuses, de mauvaise foi, que l'œuvre de Polanski doit être censurée comme le réclament les apprentis néo-totalitaires du cinéma. Sous des allures goguenardes, ce cinéma-là est fortement maccarthyste. Heureusement, demain, le

monde aura oublié la médiocrité des vociférations d'Aïssa Maïga, de Florence Foresti ou de Jean-Pierre Darroussin !

À propos des affaires du monde du spectacle, non plus des hommes libres, parce que plus aiguës par l'obstacle même de la censure et de l'anti-racisme, Jean-François Revel rappelle la forfaiture de la presse bien-pensante de gauche concernant la sinistre affaire Paulin. Le 1^{er} décembre 1987, la police arrête à Paris le mystérieux assassin des vieilles dames, un homme qui a tué au moins une trentaine de personnes âgées, vivant seules, pour leur voler leurs économies. Le problème pour la presse bien-pensante de gauche est que le meurtrier est un Noir, homosexuel et drogué. Pendant une semaine, les quotidiens de gauche, Libération, le Monde, la Croix, l'Humanité, vont pousser subrepticement sous le tapis de leurs pages intérieures cette arrestation et la personnalité de l'assassin. La nouvelle et les détails sont dispensés avec parcimonie. Ils sont éparpillés et enfouis dans les profondeurs du sommaire, énoncés à contrecœur, et certains jours pas du tout.

Quand on les mentionne, c'est pour détourner l'attention loin du criminel lui-même et politiser le fait divers scandaleux. Ainsi, le 3 décembre, Libération, en page 13, sous le titre insensé : « Un assassin met les pouces », écrit : « En juillet 1986, après trois mois et demi de présence au gouvernement, Charles Pasqua doit déplorer neuf assassinats de grand-mères. Exactement le même nombre que la gauche depuis 1984. »

Était-ce là le vrai problème ? À partir d'un succès policier, obtenu après une enquête très difficile, Libération s'arrange pour infliger un blâme au ministre de l'Intérieur de droite ! Ce passage inaugure d'ailleurs un procédé journalistique à retenir : si quelqu'un que vous n'aimez pas obtient un succès, au lieu de publier la nouvelle du jour, vous publiez une information datant de trois ans, en choisissant une circonstance hostile à celui que vous voulez dénoncer ! On

saisit bien les motifs de tant de discrétion de par la presse bien-pensante de gauche : la peur du racisme anti-Noir et la peur du racisme anti-homosexuel. Le souci de ne pas renforcer les comportements d'exclusion à l'égard des drogués pesait aussi dans la presse bien-pensante de gauche.

Mais comment ne pas voir que cette occultation ou ce mensonge par omission de par la presse bien-pensante de gauche, inacceptable professionnellement, se retourne contre la cause qu'elle croit servir ?

Dans la hiérarchie du crime en France au XX^{ème} siècle, Paulin, le tueur en série, Noir, homosexuel et drogué, se situe très haut par le nombre de ses victimes, après le Dr Petiot, qui assassina plusieurs dizaines de juifs pendant la guerre pour les voler, mais aussi devant le funeste et non moins célèbre sinistre Landru.

Ne pas vouloir en parler dans les journaux de la presse bien-pensante de gauche, surtout quand toute la France ne parle que de ça, est tout simplement maladroit, car ce silence n'empêche pas la population entière d'être au courant de la réalité criminelle de l'assassin des vieilles dames Noir, homosexuel et drogué.

Refuser par principe de parler de l'affaire Paulin, en arguant du risque de discrimination des Noirs, criminels, homosexuels et drogués, ne peut que desservir à coup sûr la presse bien-pensante de gauche.

De même, le racisme anti-Noir et anti-homosexuel ne peut que s'aggraver quand l'opinion se rend compte que des journaux influents de gauche minimisent la responsabilité de l'auteur d'une série de crimes atroces, parce que le criminel est un Noir homosexuel. Ils suscitent l'irritation des gens qui ne peuvent éviter de songer à ce qu'eut été l'instrumentalisation de ce fait divers si l'assassin avait été un Blanc tueur d'Arabes.

Ces misérables entourloupes de la presse bien-pensante de gauche ne conjurent pas le racisme, elles le ravivent, au contraire, elles s'inscrivent dans le cercle vicieux des délires anti-racistes, dont on ne peut sortir qu'en cessant de considérer la race ou l'homosexualité comme des facteurs modifiant en quoi que ce soit la réalité de l'information sur des faits criminels. Alors qu'un journal honnête et sérieux explique de façon claire et ouverte en quoi le racisme est une position scientifiquement sottise et moralement indéfendable, un journal de la presse bien-pensante de gauche, qui supprime les informations dont il pense qu'elles peuvent exciter le racisme anti-Noir et anti-homosexuel, raisonne exactement comme il reproche à l'homme politique de le faire, lorsque celui-ci s'imagine résoudre un problème en obtenant qu'on le passe sous silence.

Il n'a pas confiance dans son affaire, puisqu'il éprouve le besoin de mentir, au moins par omission !

Que l'opinion du journaliste détermine l'information, et non l'inverse, est admis dans les conversations courantes des gens de presse entre eux et de tous ceux qui ont affaire à eux.

« Ce n'est sûrement pas dans ce journal que tu risques de trouver cette information » est une ritournelle énoncée comme un axiome de pur bon sens. Sauf exceptions rarissimes, on admet comme une réalité dans le milieu de la presse, en dépit de toutes les protestations du contraire, destinées au monde extérieur, que les préférences politiques des journalistes servent de critère à leur présentation de l'information.

En Italie, cette capitulation devant la partialité a été institutionnalisée. Les partis politiques veillent au respect des équilibres ! Aussi, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, où ces liens sont niés ou dissimulés, les journalistes italiens revendiquent souvent sans détour leur appartenance à un parti, qui, au fond, se charge de leur plan de carrière. C'est pourquoi ils se tiennent, à l'égard de la

propagande du parti, dans *un état de disponibilité constructive* qui a atteint sa perfection suprême à la radiotélévision d'État !

Comment avouer avec plus de franchise que personne, dans le milieu de la presse, n'a confiance dans la fameuse conscience professionnelle, en tant que telle, ni dans la déontologie des journalistes ! Et pas question de créer des codes de déontologie, ni même des sortes de conseils de l'ordre journalistiques. La conception du journalisme de la presse bien-pensante de gauche est celle d'un journalisme de combat qui doit s'en prendre, par principe, aux autorités établies de droite et s'ouvrir aux griefs des minorités opprimées.

Voilà comment la presse bien-pensante de gauche se montre incapable ou peu désireuse de vérifier sa propre information. En effet, d'une étude faite par un groupe de sociologues sur les journaux télévisés des USA, il ressort que les informations présentant sous un jour favorable Reagan (avant Trump) totalisaient 400 mots et celles qui lui étaient hostiles 8 800 mots, soit un rapport de 22 à 1 en faveur des opinions négatives.

En politique étrangère, la presse bien-pensante de gauche des USA applique des critères moins professionnels qu'idéologiques pour le travail des journalistes. Passant en revue les reportages consacrés à l'Iran, elle déplore que les médias manquent d'équité envers Khomeiny et dépeignent son régime comme autoritaire et réactionnaire. Elle insinue que la presse américaine a caricaturé le combat pour la liberté que mèneraient les ayatollahs. Les écoles de journalisme ne sont pas des lieux où l'on enseigne à rechercher l'information et à la contrôler. Les élèves y développent plutôt le sens de leur mission sociale au service d'une noble cause, qu'ils définissent eux-mêmes et qu'ils doivent aider à triompher. Cette noble cause, au Centre de formation des journalistes, était, durant la décennie 1970-1980, le Programme commun de la gauche unie !

Pour eux, la déontologie n'avait rien à voir avec la quête de l'information authentique et inédite, avec la collecte de documents nouveaux et originaux, avec le débat d'idées fondé sur les seuls arguments. Elle imposait, d'abord, de soutenir la gauche, et ensuite, de ne jamais de donner tort à la gauche. C'était là leur conception de l'objectivité. Aussi, observer cet égalitarisme scrupuleux n'incombait qu'à la presse libérale.

Les journalistes de gauche, eux, avaient le droit moral d'attaquer uniquement la droite et de soutenir uniquement la gauche. En cela consistait l'objectivité par excellence du *Monde*. À défaut de pouvoir atteindre ce degré de perfection, la presse libérale a le devoir de respecter au moins cette forme inférieure d'objectivité qu'est l'égalitarisme a priori, quelles que soient les nouvelles du jour. Pourquoi traiter du communisme, du totalitarisme, de l'expansionnisme soviétique de 1980, du socialisme, du maoïsme, du tiers-mondisme ? Ils se comportaient comme le font souvent les hommes politiques, en accusant la presse libérale de déformer la réalité alors qu'elle ne fait que la révéler. C'est à cette déformation imaginaire que font allusion les politiques en accusant les journalistes de tous leurs malheurs : « *Naturellement, c'est la faute des vrais journalistes !* »

Avec les journalistes de gauche, la liberté de la presse est rare et la mauvaise foi domine du côté des journalistes de gauche comme des politiques de gauche. Le bon journaliste assume dans sa profession un rôle d'informateur. Sur la base d'informations qu'il s'efforce de vérifier, d'analyser consciencieusement et de relater, il est apte à trier le faux du vrai et à reconnaître l'authentique information. Il élabore des arguments, fait des choix et recommande des solutions. Au contraire, le journaliste de la presse bien-pensante de gauche est amené à tronquer l'information et à la falsifier, parce que sa cause n'est pas bonne, sinon mauvaise !

Dans l'appréciation que la population porte sur les

journalistes de la presse bien-pensante de gauche, ce n'est presque jamais la qualité de leurs informations qui constitue le critère au premier plan. L'information est le plus souvent interprétée non pour elle-même, sa vérité ou sa fausseté, mais comme l'expression d'une opinion. Publier telle information montre qu'on impose une opinion. Qu'elle soit vraie ou fausse est accessoire.

Thierry Michaud-Nérard

(adapté librement de Jean François Revel, *La connaissance inutile*)